



DECLARATION

APPEL SOLENNEL POUR SAUVER LA PATRIE

Quel rempart pour nous défendre de ces maux qui rongent ce pays dans sa profondeur ? Une nouvelle crise serait catastrophique face à cette pauvreté généralisée. Or, qui peut garantir que la poursuite du mode de gouvernance actuel, s'il n'y a pas d'amélioration urgente, pourrait constituer une réponse sérieuse et efficace aux différentes préoccupations des citoyens Malagasy des villes et des campagnes ?

C'est indéniable, Madagascar traverse de nouveau actuellement un moment très délicat de son histoire.

Les séquelles des confinements contre la propagation du coronavirus qui ont duré presque un an sur le plan moral, économique et social continuent de peser sur le quotidien de chaque citoyen Malagasy. Les tensions politiques qui embrument actuellement le climat politique à Madagascar ont été prévisibles au vue du contexte mondial de la pandémie, aggravé par un style de gouvernance qui, visiblement, tend vers l'autocratie en fermant tout véritable dialogue et transparence dans la gestion de la crise sanitaire et le redressement du pays.

Une gestion inquiétante des affaires publiques qui favorise l'anarchie, la défaillance de l'Etat : une réelle menace à la République

Le climat politique délétère et angoissant actuel est dû, entre autres :

- aux séquelles des crises politiques récurrentes mal résolues. L'esprit de vengeance qui prédomine chez les protagonistes est néfaste à toute velléité de réconciliation nationale ou *fampibavanana malagasy*, et encore moins aux intérêts de la population Malagasy. Croire à leur volonté d'apporter un vrai apaisement et un vivre ensemble harmonieux pour permettre à l'économie un décollage et une amélioration des conditions de vie des citoyens paraît invraisemblable ;
- à une mode de gouvernance de la crise sanitaire qui se traduit par une gestion politisée, opaque, unilatérale, exclusive, injuste, discriminatoire et non visionnaire de la pandémie. La lutte contre la propagation du coronavirus a été marquée par des dérives diverses, et n'assure aucunement les citoyens sur une perspective d'une relance économique et d'une amélioration prometteuse des niveaux de vie dans un proche avenir. Dans la conjoncture actuelle, décréter un nouveau confinement tout en répétant ces mêmes erreurs sera un acte suicidaire et criminel pour l'économie, le social et la stabilité politique. Les dépenses non essentielles qui ne constituent pas des facteurs de croissance de l'économie doivent être suspendues pour donner priorité à l'Homme et à la relance économique ;
- à une gestion opaque et douteuse des aides extérieures liées à la pandémie. Sous prétexte du contexte de l'urgence sanitaire, le Centre de Commandement Opérationnel qui est une structure sans base légale, a bénéficié d'une simplification des procédures des marchés publics sans un minimum de mécanisme de sécurisation des fonds. Résultat : aucune traçabilité sur l'utilisation d'une partie importante des fonds qu'il a géré. On a l'impression que tout a été monté de manière à rendre impossible l'audit de la fameuse machine anti-coronavirus qu'on appelle par raccourci CCO-Ivato et qui reste sous le regard insensible de BIANCO. Jusqu'à maintenant, les aides-soignants se plaignent du non-paiement de leurs indemnités de risques alors qu'ils étaient au front dans la guerre contre le covid 19 ;
- à l'absence de mesure concrète et efficace pour protéger les emplois, pour alléger et soutenir les entreprises sur les méfaits du confinement qui a duré presque une année. Le secteur privé s'impatiente jusqu'à présent sur la mise en œuvre du Plan Multisectoriel D'Urgence (PMDU) pourtant censé être acté depuis juillet 2020. La paupérisation actuelle, amplifiée par une hausse incontrôlée des prix des produits de première nécessité est le résultat direct d'une économie en perfusion ;

- à une perception controversée, parfois frustrant et aggravant l'inégalité des chances que génère la définition des priorités du Gouvernement. En effet, au moment où la population lutte contre la faim, le sud attaqué de nouveau par le *kevo* et le manque chronique d'eau potable provoquant des décès notamment des enfants ainsi que de la mort de bêtes d'élevage, les tenants du pouvoir se préoccupent de la réfection à des coups de milliards du stade de Mahamasina et de la construction du Colisée dans l'enceinte du Rova d'Antananarivo, ce dernier restant très contesté par les milieux traditionalistes et conservateurs de la culture malagasy. Dans le même registre, alors que des usagers souffrent depuis plusieurs années des « routes de l'impossible » qui ont de national que de nom dans plusieurs régions (RN 5, RN 6, RN 10, RN 13, RN 32, etc), le gouvernement trouve plutôt urgent la construction dans la capitale de flyover, l'introduction du tramway et des trains de banlieue, et l'installation de câbles téléphériques ; des écoles *manarapenitra* sont construites dans certaines villes alors que des élèves, parfois au niveau de certains lycées dans d'autres villes et villages des régions, s'assoient par terre, dans des salles de classe sans mur, des fois le bidon jaune servant de table. Au regard de l'approche éducative actuelle, il est impossible d'envisager un avenir meilleur et égalitaire pour tous les enfants des familles malagasy ;
- à la mauvaise gouvernance voulue, au manque de volonté pour avancer vers un meilleur changement au vue d'un développement durable. L'inexistence flagrante d'une vision et politique nationale de développement à long terme partagée par toutes les Forces Vives de la Nation, aggravée par l'absence manifeste de continuité de l'Etat dans la gestion de la plupart des affaires publiques laissent cumuler d'innombrables problématiques devenues toutes, à la longue, prioritaires et ingérables, par effet d'accumulation. Tout ceci laisse la place à un Etat essoufflé, une administration publique budgétivore où les services publics, entachés de corruption pour la plupart, ne sont plus reconnus pour leur vocation de satisfaire les besoins vitaux de la population et surtout des couches vulnérables ;
- à la dilapidation des ressources naturelles et la destruction de l'environnement paraissant interminables au profit d'une classe politique appartenant à un réseau mafieux hautement protégé. L'accession au pouvoir reste une source d'enrichissement garanti au profit de quelques groupes d'alliance de prédateurs insatiables qui assurent une influence et une main mise sur l'ensemble du territoire ;
- à des élections démocratiques de façade avec comme toile de fonds les fraudes et corruptions électorales. Les élections à Madagascar restent une solution trompeuse aux problématiques de gouvernance pour justifier ce que l'on qualifie faussement d'alternance démocratique, afin de cautionner des élus usurpateurs de pouvoir à une population à majorité pauvre, analphabète et corruptible.

Nous assistons de manière très inquiétante à une restriction de l'espace civique qui est un véritable danger pour la démocratie. Les Droits fondamentaux sont bafoués. Les actions syndicales ainsi que les revendications estudiantines et politiques sont muselées. On assiste à des actes d'intimidation à l'endroit de ceux qui émettent des opinions critiques à l'encontre du régime en place. De même, les marges de manœuvre sont restreintes pour la société civile et les communautés de base dont les revendications ne sont pas écoutées, où les défenseurs des droits de l'Homme ne sont protégés par aucune loi pour garantir ou assurer leur protection dans leurs actions de dénonciations, comme le droit de divulguer les injustices ou toutes sortes d'abus de pouvoir, le droit de s'exprimer et d'interpeller sur les sujets touchant les intérêts directs de la population, bref à toutes les questions se rattachant à la vie publique.

La nécessité urgente d'une solution responsable concertée pour mettre fin durablement à la récurrence des crises politiques

La PFNOSCM/VOIFIRAIANA, face à ces dangereux dérives qui risquent d'entraîner Madagascar et les populations des 22 régions dans le chaos, interpelle le patriotisme chez toutes les forces vives soucieuses d'un avenir radieux pour Madagascar, désireux de mettre en place une organisation politique, un mode de gouvernance et une règle de pratique politique durablement constructifs en faveur des intérêts de la population et des générations futures.

La PFNOSCM/VOIFIRAIANA ne cesse de rappeler qu'il faut réfléchir sérieusement ensemble et de manière urgente sur la Réconciliation nationale et la Refondation de la République, seules recours pour remédier véritablement la situation :

- **la Réconciliation nationale** doit être dirigée par un organe indépendant, crédible et acceptable par tous, ayant tous les pouvoirs nécessaires lui permettant de réaliser ses nobles et difficiles tâches. Ses membres doivent être composés de personnalités reconnues et estimées par tous par leurs sagesses,

leurs leaderships, leurs moralités politiques et leurs compétences sur la mission qui leur sera assignée. Elle ne doit pas servir d'instrument politique pour blanchir les malfrats ;

- **la Refondation de la République** doit être bâtit sur un système politique qui permet de garantir la transparence de gestion des affaires publiques, l'égalité de tous devant la loi, la séparation claire des pouvoirs, l'égalité de chance de tous les Malagasy dans tous les domaines, la sécurité humaine pour tous, la protection et la gestion rationnelle des patrimoines nationales (territoire, biens publics, ressources naturelles), la promotion du Fokonolona comme fondement de la gestion du territoire, et le tout dans l'esprit d'une réelle volonté de sortir les Malagasy de la pauvreté.
- Pour partir d'une bonne base, tous les germes de conflit doivent être maîtrisés, il faut restaurer la discipline et l'Etat de droit, et préserver la justice, l'unité et la solidarité nationale. Par exemples :
 - Il faut repenser la politique de décentralisation et de déconcentration de manière à transférer les compétences et les ressources nécessaires et suffisantes aux collectivités décentralisées pour qu'elles prennent réellement en charge leur développement sur la base d'une politique nationale de développement concertée et harmonisée ;
 - La loi régissant tous les instruments anti-corruption (BIANCO, SAMIFIN, Cour des Comptes, PAC, HCJ, ...) doivent être révisée de manière à leur doter tous les moyens de dissuasion et de poursuite nécessaires contre tous les détournements des biens publics et des trafics des ressources naturelles et minières du pays ;
 - La liste électorale, une des sources de toutes les querelles électorales, doit être refondue par un organe indépendant sous le contrôle de toutes les Forces Vives pour garantir un maximum de sincérité et de confiance. La création des fausses cartes d'identité nationale pour favoriser les doublons dans les listes électorales au profit d'un candidat est un acte pénal qui doit être poursuivi en justice ;
 - Les lois électorales doivent respecter strictement les principes d'égalité de chance, d'équité, de transparence, de liberté, d'honnêteté, du vote secret et du respect des périodicités (PIDCP, art 25). La loi régissant la CENI doit lui garantir l'effectivité de son indépendance et le pouvoir de sanction et de disqualification à tous ceux qui enfreignent la loi, sans aucune discrimination ;
 - La place et la mission des Forces de Défense et de Sécurité doivent être revues en profondeur pour mettre fin à sa politisation et son instrumentalisation par les régimes prédateurs successifs qui les utilisent pour réprimer des revendications populaires légitimes et pour protéger les trafics mafieux en haut lieu de toutes sortes. Il est extrêmement impératif de restaurer sa noble mission de protection de l'Etat et de la République, dans un esprit non partisan.

A l'orée de la commémoration du 29 mars 1947, date de soulèvement populaire pour la revendication de l'indépendance de Madagascar, la PFNOSCM/VOIFIRAIANA fait un APPEL SOLENNEL à toutes les Forces Vives Malagasy et la Communauté Internationale de voir ensemble la manière de mettre fin définitivement à ce cycle infernal de crises politiques. En effet, la consolidation de la paix espérée depuis la fin de la crise politique de 2009-2013 reste gravement menacée face à la hausse continue actuel visiblement non maîtrisée du coût de la vie qui commence à être insupportable par une population malagasy célèbre par sa capacité de résilience (le pillage récent à Toliara est un signal fort). La multiplication des foyers de tension (grèves et mécontentements populaires qui semblent s'accroître) et la résistance aux autorités locales de ces derniers temps qui ont provoqué des arrestations, exécutions sommaires ou tueries (Ambovombe Androy avril 2020, Farafangana août 2020, Vohilava Mananjary septembre 2020, Ampasika Amparafaravola décembre 2020, Imerintsiasosika janvier 2021, grèves d'étudiants dont celle de Toamasina février 2021 et de Vontovorona mars 2021 pour ne prendre que les plus récentes) sont des faits foncièrement anormaux pour une République normale. La façon dont la crise politique actuelle est gérée par le régime en place qui verrouille toute liberté publique par le déploiement de moyens militaires disproportionnés, en qualifiant tous les contestataires d'« ennemis de la Nation », et en utilisant la Justice et la cybercriminalité comme moyens de dissuasion et de répression, ne va nullement dans le sens de promouvoir la paix, la stabilité politique et le redressement de l'économie ainsi que l'amélioration du social, bien au contraire.

Pour terminer, la PFNOSCM profite de cette occasion pour exprimer sa sincère condoléance à tous les concitoyens décédés, victimes d'exécution sommaire par des Forces de Défense et de Sécurité, d'actes parfois atroces de banditismes de toutes sortes, et les morts de famine, de sécheresse et de la propagation du coronavirus.

Fait à Antananarivo, le 19 mars 2021

Le Bureau National et les membres du Cnoss des 22 régions